

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER – LA CROIX VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

D E L I B E R A T I O N N° 2025-01-01-01

OBJET : APPROBATION DES STATUTS CONSOLIDES DU SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 20 février à 9h00, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 14 février 2025 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres en exercice : 8

Membres présents : 10

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer, membre titulaire,
Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer, membre titulaire,
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, membre titulaire,
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, membre titulaire,
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, membre titulaire,
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, membre suppléant,
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer, membre titulaire,
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer, membre titulaire,
Catherine HURAUT, Adjointe, Mairie de La Croix Valmer, membre suppléant,
Jacques BUTTARD, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer, membre suppléant,

Membre excusé : 1

Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer, membre titulaire,

A été élu secrétaire de séance : Philippe VANDEVELDE

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer

Les statuts du SIVOM du littoral des Maures ont été récemment modifiés par les délibérations suivantes :

- N° 2022-06-03-19 suite au transfert de la composante « collecte et transport » de la compétence « assainissement » des communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer au SIVOM,
- N° 2023-02-01-02 suite au transfert de la compétence « gestion funéraire (cimetière et maison funéraire) » des communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer au SIVOM.

Une version consolidée des statuts du SIVOM du littoral des Maures a donc été rédigée pour procéder aux modifications suivantes :

- intitulé et missions de la compétence « nettoyage mécanique des plages » qui remplace la compétence « entretien et environnement » (article 2),
- nombre de compétences transférées par les communes (correction erreur matérielle article 3),
- nature des recettes perçues par le syndicat (articles 10 et 11).

Il est précisé que les articles relatifs à la compétence « assainissement » feront l'objet d'une révision au cours de l'année 2025, une fois que les modalités d'exercice de ladite compétence auront été définitivement arrêtées au regard des évolutions législatives et réglementaires en cours.

Il est donc proposé aux délégués syndicaux :

- d'approuver les statuts consolidés ci-annexés (cf. annexe 4),

Le Comité Syndical,

Où l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE les statuts consolidés du SIVOM du littoral des Maures ci-annexés (cf. annexe 4).

POUR EXTRAIT CONFORME

A Cavalaire-sur-Mer,

Les jours, mois et an ci-dessus

Transmis à la Sous-Préfecture le **25 FEV. 2025**

Le Président,

Philippe LEONELLI
Maire de Cavalaire-sur-Mer





**Sivom du
littoral des Maures**

STATUTS DU SIVOM DU LITTORAL DES MAURES *version consolidée*

ARTICLE 1 : En application des articles L5210-1-1-A, L5211-1 et suivants, L 5212-1 à L 5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer un syndicat qui prend la dénomination de SIVOM DU LITTORAL DES MAURES.

ARTICLE 2 : Le Syndicat est habilité à exercer les compétences suivantes :

1. L'assainissement des eaux usées à l'échelle du système d'assainissement (article L2224-8 du CGCT)

1.1. La collecte et le transport des eaux usées

Cette gestion comprend :

- le suivi, l'entretien, la réparation, la réhabilitation et l'extension de l'ensemble des installations publiques : réseaux d'eaux usées et postes de relevage associés, en mettant notamment en œuvre les programmes définis dans les schémas directeurs ;
- la gestion administrative et technique, y compris attestations de raccordement aux eaux usées, avis délivrés dans le cadre d'autorisation d'urbanisme, vérification de l'existence et de l'entretien des bacs dégraisseurs dans les commerces de bouche et mise en place de conventions de déversement.

1.2. Le traitement des eaux usées

Il s'agit de la gestion d'ouvrages d'intérêt commun, à savoir :

- la station de traitement des eaux usées intercommunale,
- l'émissaire en mer et l'émissaire terrestre,
- le poste de relèvement de la Carrade et la canalisation de refoulement vers la station d'épuration,
- le traitement des boues jusqu'à leur élimination,
- la réutilisation des eaux usées,
- l'autosurveillance réglementaire

2. Le nettoyage mécanique des plages

Il s'agit du nettoyage mécanique d'une partie des plages de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer.

3. La gestion funéraire (articles L2223-1 à L2223-51, R2223-67 à D2223-109-1 du CGCT)

3.1 La maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer

Cette gestion comprend :

- la direction de la maison funéraire par un agent diplômé conformément à l'article L2223-25-1 du CGCT)
- la gestion administrative, budgétaire et comptable
- la direction de la régie comptable
- la veille au respect et à la mise à jour du règlement intérieur de la maison funéraire prévu par l'article R2223-67 du CGCT
- la délivrance aux entreprises de pompes funèbres des autorisations d'utilisation de la maison funéraire, dans le respect du règlement.
- les relations avec les entreprises de pompes funèbres
- la surveillance de la bonne utilisation de la maison funéraire par les utilisateurs
- la facturation conformément au règlement et aux tarifs votés par le conseil municipal puis par le comité syndical
- l'entretien et maintenance des installations, équipements et espaces
- la mise en œuvre des actions nécessaires au maintien et au renouvellement de l'habilitation préfectorale prévue par l'article L2223-3 du CGCT.

3.2 Le cimetière intercommunal de Pardigon

Cette gestion comprend :

- la gestion administrative, budgétaire et comptable
- la direction de la régie comptable
- la veille au respect et à la mise à jour du règlement du cimetière intercommunal
- les relations avec les usagers
- la gestion des stocks et des flux de concessions, enfeus, caveaux, colombariums...
- l'entretien et maintenance des installations, équipements et espaces
- la surveillance du cimetière intercommunal
- la mise en œuvre des extensions du cimetière sur décision conjointe du comité syndical et du ou des conseils municipaux concernés.

ARTICLE 3 : les trois compétences définies à l'article 2 sont transférées par les communes selon le tableau suivant :

	Assainissement des eaux usées (collecte, transport et traitement)	Nettoyage mécanique des plages	Gestion funéraire
Cavalaire-sur-Mer	X	X	X
La Croix Valmer	X	X	X

ARTICLE 4 : L'adhésion ou le retrait d'une commune d'un ou plusieurs blocs de compétence définis à l'article 2 sont subordonnés à l'accord du Comité Syndical et à celui des Conseils Municipaux des Communes membres, dans les conditions de majorité prévues au 2^{ème} alinéa de l'article L 5212-2 du Code Général des collectivités locales. La modification concomitante des statuts suit la même procédure.

Le représentant de l'Etat dans le Département autorise par arrêté le retrait d'une commune membre et détermine les charges financières qui restent à supporter par cette dernière, après avis du Comité Syndical.

ARTICLE 5 : le siège du Syndicat est fixé 145 chemin des Essarts 83240 Cavalaire-sur-Mer.

ARTICLE 6 : Le Syndicat est institué pour une durée permanente.

ARTICLE 7 : Le Comité est composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes associées. Le nombre de délégués est fixé de la manière suivante :

Nombre de compétences déléguées par une commune associée	Nombre de délégués par commune
2 ou 3 compétences	4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants
1 compétence	2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

En conséquence, le nombre de délégués de chacune des communes associées est le suivant :

- Commune de Cavalaire-sur-Mer 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants
- Commune de La Croix Valmer 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants

ARTICLE 8 : L'ensemble des délégués du Syndicat prend part au vote pour toutes les affaires portant sur :

- l'élection du Président et des membres du bureau,
- le vote des budgets et décisions modificatives,
- l'approbation du compte administratif,
- les décisions relatives aux modifications initiales de composition et de fonctionnement du syndicat,
- les actions en justice,
- la désignation des représentants du syndicat au sein d'organismes extérieurs,
- les délégations au bureau,
- les décisions mettant en cause plusieurs blocs de compétences du syndicat.

ARTICLE 9 : Le Comité Syndical forme des commissions chargées d'étudier et de préparer les décisions pour l'ensemble des compétences du SIVOM.

Une commission est constituée par bloc de compétences, réunissant, outre le Président, deux délégués par commune concernée. Pour toute commission, le Comité Syndical désigne un Vice-président ou un délégué responsable par commune représentée dans chaque compétence. En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Vice-président est désigné par ce dernier pour convoquer et présider cette commission.

ARTICLE 10 : Les contributions des communes aux dépenses du syndicat sont déterminées comme suit :

- pour le service « Plages » : selon les temps de passage respectifs pour le nettoyage mécanique des plages,
- pour le service « Cimetière » : en fonction du nombre d'habitants respectifs selon l'INSEE au 1^{er} janvier de l'année N-1.

ARTICLE 11 : Les recettes perçues par le SIVOM sont composées :

- pour le service « Assainissement » : de la redevance assainissement reversée par VEOLIA, de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), du contrôle de conformité assainissement (CCA)...
- pour la « maison funéraire » : des admissions à la chambre funéraire,
- pour les « caveaux » : de la commercialisation des enfeus, caveaux et columbariums,
- pour le « cimetière » : des achats et renouvellements de concession funéraire.

ARTICLE 12 : l'adhésion du Syndicat à un établissement public de coopération intercommunale est décidée par le comité statuant à l'unanimité.

ARTICLE 13 : la présente modification des statuts est annexée aux délibérations des Conseils municipaux des communes adhérentes.

Fait à Cavalaire-sur-Mer, le 20 février 2025

Le Président,

Philippe LEONELLI
Maire de Cavalaire-sur-Mer

